**14e Session de la Conférence des Parties contractantes à la**

**Convention de Ramsar sur les zones humides**

**« Agir pour les zones humides, c’est agir pour l’humanité et la nature »**

**Wuhan, Chine et Genève, Suisse, 5 au 13 novembre 2022**

|  |
| --- |
| **Ramsar COP14 Doc.15** |

**Rapport financier de la présidence du Sous-groupe du Comité permanent   
sur les finances pour 2019-2022 et budget proposé pour la période triennale 2023-2025**

1. Lors de la reprise de sa 59e Réunion (SC59/2022), en juin 2022, le Comité permanent a adopté la Décision SC59/2022-39, dans laquelle : *il* *a donné́ instruction au Secrétariat, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de présenter à la 14e Session de la Conférence des Parties contractantes le seul Scénario budgétaire A, représentant une augmentation de 0 % par rapport aux périodes triennales 2016-2018 et 2019-2021 et 2022, tel qu’il est décrit dans le document SC59/2022 Doc.8.3 ; et il a approuvé le projet de résolution sur les questions financières et budgétaires, pour examen à la COP14, présenté́ dans l’Annexe 2 du Rapport du Sous-groupe sur les finances figurant dans le document SC59/2022 Com.2 Rev.1.*

2. Le présent document fournit des informations générales sur les questions suivantes :

a. lancement de la période triennale 2019-2021 et budgets 2022 ;

b. explications concernant le budget proposé pour 2023-2025 figurant dans le projet de résolution sur les questions financières et budgétaires (document COP14 Doc.18.1[[1]](#footnote-1)), et ses Annexes 1-3 (l’Annexe 4 sera finalisée lors de la COP14) ; et

c. examen de l'état des contributions des Parties contractantes.

3. Le présent document fournit des informations générales sur le budget administratif pour 2023-2025 proposé lors de la 59e Réunion du Comité permanent (SC59/2022) pour examen et approbation par la COP14 ; il présente également les commentaires du Secrétariat de la Convention, notamment sur les déficits possibles du budget administratif proposé pour 2023-2025. Le document a donc pour but d’aider les Parties contractantes lors de leur examen du projet de résolution sur les questions financières.

4. Le présent document comprend les annexes suivantes :

a. l’Annexe 1 donne un aperçu de l'exécution du budget au cours de la période triennale 2019-2021 et en 2022.

b. l’Annexe 2 présente le budget administratif proposé pour 2023-2025, lequel figure également à l’Annexe 1 du document COP14 Doc.18.1, assorti ici d’une colonne supplémentaire pour le budget 2022 approuvé lors de la troisième Session extraordinaire de la Conférence des Parties contractantes (ExCOP3), les pourcentages des coûts liés au personnel et des frais de déplacement étant également ajoutés en bas du document.

c. l’Annexe 3 donne un aperçu de l'état des contributions des Parties contractantes (tel que publié précédemment en Annexe 1 du document SC59/2022 Doc.8.2[[2]](#footnote-2)).

Les détails des contributions estimées des Parties contractantes au budget administratif et de la dotation en personnel du Secrétariat pour la période triennale 2023-2025 figurent aux Annexes 2 et 3 du document COP14 Doc.18.1. Ils ne sont pas repris dans le présent document, afin d'éviter toute répétition.

5. Comme les postes budgétaires non administratifs seront discutés et décidés sous d'autres points de l'ordre du jour de la COP14 (comme indiqué à l'Annexe 4 du document COP14 Doc.18.1), le présent document porte uniquement sur le budget administratif financé grâce aux contributions des Parties contractantes. Afin de faciliter l'examen des domaines prioritaires qui pourraient être financés par des postes budgétaires non administratifs, le Secrétariat donnera quelques informations dans le présent rapport sur les implications administratives et financières des projets de résolution.

Exécution du budget administratif pour la période 2019-2021 et pour 2022

6. L'Annexe 1 présente un bref résumé du budget administratif adopté pour la période 2019-2021 approuvé lors de la COP13, et du budget pour 2022 approuvé lors de l'ExCOP3 (tous deux affichant une augmentation annuelle de 0 %). L'Annexe 1 montre également comment les budgets ont été exécutés au cours de la période 2019-2022.

7. Cette période se caractérise essentiellement par une amélioration de la gestion financière du Secrétariat qui a été validée par les auditeurs externes ; toutes les questions qui étaient en suspens avant l'entrée en fonction de la Secrétaire générale en 2016 ont été closes dans la vérification des comptes de 2019, sans qu'aucune nouvelle question n’ait été soulevée par les auditeurs depuis lors.

8. Les résultats positifs de l'examen de la gestion financière des comptes des ressources non administratives (affectées) mené par l'Unité de surveillance de l'UICN et soumis au Comité permanent lors de sa 55e Réunion ont également été pris en compte, avec une question en attente au sein de l'UICN.

9. Les responsabilités internes et la répartition des contrôles entre l'UICN et le Secrétariat ont été documentées, afin de garantir que les processus de gestion financière du Secrétariat sont conformes aux politiques et procédures de l'UICN, le cas échéant.

10. Le budget administratif a dégagé des excédents au cours de la période de référence, principalement en raison des postes vacants en 2019, tandis que les excédents affichés en 2020 et 2021 résultent d'une sous-utilisation de certaines lignes budgétaires, telles que les voyages et les réunions des organes directeurs et subsidiaires en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

11. Le Comité permanent a pris connaissance des soldes identifiés par le Secrétariat et des excédents du budget administratif dont l’utilisation a été décidée lors des 58e et 59e (2021 et 2022) Réunions du Comité permanent. Lors de ses 58e et 59 e (2021) Réunions, le Comité permanent a approuvé l'affectation d'une partie de ces soldes à des fins spécifiques, notamment : la Journée mondiale des zones humides 2022 ; la révision et la consolidation des Résolutions ; les améliorations à apporter au site Web de la Convention ; la révision du Plan stratégique ; et l'analyse financière et procédurale des options concernant le statut juridique du Secrétariat. Par ailleurs, le Comité permanent a approuvé l'affectation des sommes économisées pour couvrir le déficit du budget administratif des activités essentielles du Secrétariat pour 2022, pour augmenter la provision pour les arriérés de contributions en souffrance dans le budget 2022 et pour financer le recrutement du prochain Secrétaire général.

12. En outre, la 59e Réunion du Comité permanent SC59/2022 a permis d’utiliser l'excédent accumulé en 2021 pendant la période triennale 2023-2025, pour combler le déficit du budget administratif et pour augmenter la provision pour les arriérés de contributions (voir le Tableau 3 du rapport du Sous-groupe sur les finances approuvé lors de la 59e Réunion du Comité permanent SC59/2022, document SC59/2022 Com.2 Rev.1[[3]](#footnote-3)) ; un excédent important du budget administratif accumulé en 2021 sera affecté ultérieurement.

13. Le Secrétariat a soumis les révisions annuelles des budgets proposées lors de la COP13 au Comité permanent qui les a approuvées lors de ses Réunions en 2019, 2020 et 2021. Il s’agissait de décider de l'utilisation des fonds excédentaires de la période triennale précédente, ainsi que d'un ajustement du budget 2020, en raison de la faible exécution du budget suite à la pandémie de COVID-19 et des économies de report non engagées pendant la période triennale 2019-2021.

Budget administratif pour la période triennale 2023-2025 (Annexe 2)

14. Pour la période triennale 2023-2025, le Secrétariat a présenté trois scénarios budgétaires au Comité permanent lors de la 59e Réunion du Comité permanent SC59/2022 (voir document SC59/2022 Doc.8.3[[4]](#footnote-4) ), qui s’appuyaient sur les besoins réels et ne tenaient compte d’aucune demande de financement issue des projets de résolution soumis. Ces scénarios étaient :

a. une augmentation de 0 % par rapport aux budgets triennaux 2016-2018 et 2019-2021, en conservant les niveaux de dotation actuels et une disposition permettant de verser des bonus au personnel sur la base des performances (Scénario A) ;

b. une augmentation de 2,8 % (438 000 CHF) par rapport à la période triennale 2019-2021, en se fondant sur l'augmentation de 0 %, plus une provision pour les augmentations de salaire et les promotions fondées sur les performances, ainsi qu’une augmentation des lignes budgétaires relatives aux voyages, aux communications, à la mise en œuvre des travaux du GEST et au renforcement des capacités, qui avaient été réduites lors de la création du poste d'assistant financier et comptable (Scénario B) ; et

c. une augmentation de 4,4 % (674 000 CHF) par rapport à la période triennale 2019-2021 comprenant, en plus des scénarios précédents, les coûts associés au service de la COP15 (Scénario C).

15. Sur la recommandation du Sous-groupe sur les finances (voir le document SC59/2022 Com.2 Rev.1), le Comité permanent, dans sa Décision SC59/2022-39, a décidé, en raison de circonstances exceptionnelles, de présenter à la COP14 un budget unique, représentant une augmentation de 0 % (Scénario A) par rapport aux périodes triennales 2016-2018 et 2019-2021 et à 2022. Cette proposition figure à l'Annexe 2 du présent document, et n'inclut aucun financement pour les activités proposées dans les projets de résolution soumis à l'examen de la COP14.

16. Lors de sa 59e Réunion SC59/2022, par sa Décision SC59/2022-41 i), le Comité permanent a approuvé l’utilisation d’un montant de 228 000 CHF de l’excédent administratif pour couvrir le déficit budgétaire pour la période triennale 2023-2025, identique à celui de la période triennale 2019-2021, conformément au paragraphe 15 de la Résolution XIII.2 *Questions financières et budgétaires*[[5]](#footnote-5).

17. Par sa Décision SC59/2022-41 ii), le Comité permanent a approuvé l’utilisation d’un montant de 360 000 CHF de l'excédent administratif de 2021 pour couvrir l'augmentation des provisions en cours pour la période triennale 2023-2025, à condition que toute somme non utilisée soit reversée à l'excédent pour une nouvelle affectation à la fin de chaque année de la période triennale 2023-2025.

18. Une explication des éléments clés du budget administratif pour 2023-2025 est fournie ci-dessous, suivie des commentaires du Secrétariat sur les déficits identifiés et, à la fin, d'une explication de la structure du budget administratif pour cette période triennale.

19. Les détails du budget administratif pour chaque département ou catégorie ont été conservés pour que les Parties contractantes sachent comment leurs contributions seront dépensées. Ces détails seront supprimés dans la résolution finale qui sera adoptée lors de la COP14, conformément à la pratique des COP précédentes.

Hypothèses et explications concernant le budget administratif proposé pour la période 2023-2025

20. Les hypothèses et les explications concernant le budget proposé pour la période 2023-2025 (désigné ci-dessus comme « augmentation de 0 % (Scénario A) ») sont les suivantes :

a. Toutes les Parties contractantes versent des contributions complètes en francs suisses (CHF) calculées sur la base du barème ajusté des Nations Unies, y compris une contribution volontaire de 22 % de la part des États-Unis d'Amérique.

b. Les revenus autres que les contributions, principalement l'impôt sur le revenu et les intérêts, ont été réévalués en fonction des anticipations de revenus ; la méthodologie de l'UICN pour le calcul de l'impôt sur le revenu est inchangée.

c. Aucun changement dans les dispositions d'hébergement du Secrétariat n'est prévu. La proposition budgétaire prend pour hypothèse la poursuite de l'hébergement par l'UICN en vertu de la lettre d'entente avec l'UICN signée en 2009 et de la discussion qui intervient chaque année entre l'UICN et le Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les coûts annuels des services administratifs assurés par l’UICN. Les coûts des services administratifs pour la période 2023-2025 d’un montant de 541 000 CHF par an représentent environ 11 % du montant total des lignes budgétaires des dépenses administratives et ne dépassent pas le maximum de 13 % introduit par la décision SC37-41 (2008) du Comité permanent.

*Dépenses en personnel et autres postes budgétaires*

d. Le calcul se fonde sur l’hypothèse selon laquelle le niveau actuel du financement administratif du personnel est maintenu (comme présenté dans le document COP14 Doc.18.1 Annexe 3).

e. Comme indiqué dans la Résolution XIII.2, paragraphe 15, un déficit de 228 000 CHF dans le budget des fonctions administratives du Secrétariat (120 000 CHF pour la communication, la traduction, les publications et rapports), 60 000 CHF pour les déplacements du personnel (15 000 CHF pour les voyages des cadres supérieurs du Secrétariat, 15 000 CHF pour les voyages à des fins de mobilisation des ressources et de sensibilisation et 30 000 CHF pour les voyages pour appui et conseils aux régions), 15 000 CHF pour les travaux du GEST et 33 000 CHF pour la planification et le renforcement des capacités, a été approuvé pour permettre la création d'un poste d'assistant chargé des finances et de la comptabilité, et la COP13 a approuvé l'utilisation de l'excédent de la période triennale précédente pour couvrir ce déficit. Les dépenses en personnel figurant dans le budget 2023-2025 prennent en compte ce poste d'assistant financier et comptable, ce qui entraîne le même déficit dans le budget administratif. Conformément à la recommandation du Secrétariat, le Comité permanent, par sa Décision SC59/2022-41 i), a approuvé l'utilisation de l'excédent de 2021 à cette fin, en adoptant la même approche que lors de la période triennale passée ; ainsi le budget pour le personnel administratif du Secrétariat est rétabli.

f. Les coûts de personnel ont été budgétisés sur la base des coûts réels actuels, conformément à la politique de l'UICN. La plupart des Conventions administrées par l'ONU élaborent leurs budgets sur la base de coûts standard et le Secrétariat recommande de s'orienter dans cette direction. Une provision a été intégrée dans les autres avantages liés à l’emploi, à savoir les congés dans les foyers, l'allocation pour frais d’études et les frais de réinstallation (pour les expatriés), ainsi qu'une subvention pour les transports publics accordée au personnel du Secrétariat, conformément à la politique de l'UICN. Cette disposition permet d'introduire une souplesse en cas de changements dans les effectifs et de leurs avantages.

g. Conformément aux lignes directrices de l’UICN sur les ressources humaines, les salaires du personnel augmentent et des primes sont accordées en fonction des performances. Ce système est en vigueur depuis le 1er janvier 2019, date à laquelle le Secrétariat a également commencé à appliquer la politique de promotion de l'UICN. Le budget approuvé par la COP13 pour la période 2019-2021 comportait les prévisions budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de ces deux politiques. Le Secrétariat a intégré une augmentation annuelle dans le budget approuvé lors de la COP13 pour couvrir la reconnaissance du mérite et les promotions. Cependant, il n'est pas possible d’intégrer une telle augmentation de manière durable sur le long terme sans augmenter le budget du personnel. Le budget administratif proposé pour 2023-2025 comprend des prévisions budgétaires pour couvrir les primes, comme dans le budget 2022 approuvé par l'ExCOP3, et ne permet donc aucune augmentation fondée sur le mérite.

h. Le montant total des salaires et des coûts connexes représente environ 71 % du budget administratif, ce qui représente une réduction de 9000 CHF par rapport à la période triennale 2019-2021.

i. Par rapport au budget triennal 2019-2021, les coûts de recrutement et de départ du personnel dans le budget proposé ont été augmentés de 77 000 CHF, en se fondant sur les coûts réels.

j. Les coûts des services administratifs de l'UICN ont été réduits de 57 000 CHF par rapport à la période triennale précédente en raison des changements apportés au système de l'UICN relatif à l'organisation des voyages. L'antenne de voyage budgétée lors de la période triennale précédente a été supprimée par l'UICN en 2020, en raison des restrictions de voyage liées au COVID-19 ; la réservation des billets se fait par le biais du centre d'appel et des plateformes internet de l'agence de voyage, et les frais sont inclus dans les dépenses de voyage.

k. Par rapport à la période triennale 2019-2021, la ligne budgétaire Appui et développement du Web/TI a été réduite de 11 000 CHF car le Secrétariat prévoit une baisse des coûts d'hébergement, de maintenance et de développement informatiques après le réaménagement du site en 2022.

l. Par rapport à la période triennale précédente et à 2022, le budget affecté aux voyages a été ajusté avec une réaffectation de 24 000 CHF de la section budgétaire C, Appui et conseils aux régions, à la section budgétaire E, Sciences et politique, conformément aux exigences du plan de travail du Secrétariat. Le budget global des voyages reste le même que pendant la période triennale 2019-2021 et représente 3 % du budget administratif total.

m. Comme pour la période triennale 2019-2023 et 2022, 100 000 CHF par an viendront contribuer au démarrage des Initiatives régionales Ramsar.

*Fonds de réserve*

n. Lors de la COP11, dans la Résolution XI.2 *Questions financières et budgétaires*, paragraphe 21 c), il a été décidé que le Fonds de réserve s’établira à 6% au minimum et 15% au maximum du budget administratif annuel de la Convention. Le Fonds de réserve étant actuellement à son maximum, c'est-à-dire 15 % du budget administratif annuel, aucune prévision budgétaire de réserve n'a été faite pour la période triennale 2023-2025.

*Prévisions budgétaires*

o. Le montant alloué aux prévisions budgétaires pendant la période triennale précédente a été maintenu dans le budget proposé pour la période triennale 2023-2025. Toutefois, conformément à la Décision SC58-31 du Comité permanent, les provisions sont présentées dans deux lignes budgétaires distinctes : a) « provisions pour le personnel » ; et b) « provision pour les contributions impayées ». Compte tenu de l'utilisation moyenne des provisions pour le personnel au cours de la période triennale 2019-2021, le montant de 50 000 CHF pour la nouvelle période triennale est réparti comme suit : 20 000 CHF pour le personnel et 30 000 CHF pour les contributions exceptionnelles.

p. Le montant alloué aux provisions pour le personnel a été calculé sur la base des coûts réels de la période triennale précédente. Cependant, le montant de la provision pour les arriérés de contributions ne sera pas suffisant. De ce fait, les économies réalisées sur le budget administratif devront être allouées chaque année sur la base des calculs réels. En effet, la Convention applique la nouvelle méthodologie de calcul des provisions pour les arriérés de contributions depuis juin 2019, suite à la demande de l'auditeur externe et à la Décision SC57-39 du Comité permanent. Par le biais de la Décision SC59/2022-41 ii), le Comité permanent a approuvé l'affectation de l'excédent de 2021 d’un montant de 360 000 CHF afin qu’il vienne grossir les provisions pour les arriérés de contributions au cours de la période triennale 2023-2025, à condition que toute somme non utilisée soit reversée à l'excédent pour une nouvelle affectation à la fin de chaque année de la période triennale.

q. Aucun financement n'est prévu dans le budget administratif pour les Missions consultatives Ramsar, les sessions de la Conférence des Parties contractantes ou les réunions régionales pré-COP, comme c'était le cas pour la période 2019-2021.

Structure du budget administratif proposé pour la période 2023-2025

21. Pour conserver l'approche actuelle, montrant les dépenses pour chaque département ou catégorie, le Secrétariat propose de conserver la même structure budgétaire générale que celle de la période triennale précédente.

22. Les principaux changements de présentation résultant des décisions du Comité permanent sont :

a. Comme expliqué ci-dessus, les provisions ont été séparées en deux lignes budgétaires, 1) les provisions pour le personnel, et 2) les provisions pour les contributions exceptionnelles, afin de permettre une meilleure gestion et une plus grande transparence dans l'utilisation des provisions (conformément à la décision SC58-31 du Comité permanent) ;

b. La ligne budgétaire fusionnée « Salaires, charges sociales et autres prestations » comprend les « autres prestations » pour chaque domaine budgétaire, reconnaissant que ce changement ne reflète pas un changement des niveaux de financement (conformément à la Décision SC59-27).

État des contributions

23. L'engagement des Parties contractantes à verser les contributions dues pourrait dégager des ressources supplémentaires substantielles. Au 31 décembre 2021, le montant des arriérés de contributions pour 2021 et les années précédentes s'élevait à plus de 1 536 000 CHF, ce qui représente 30 % des revenus de cette année, mais constitue une diminution de 8,2 % par rapport à 2020. De plus amples informations sur les arriérés de contributions au 31 décembre 2021 figurent à l'Annexe 3 ci-dessous. Au 31 juillet 2022, le montant dû était de 1 266 000 CHF pour 2021 et les années antérieures et de 1 938 000 CHF pour 2022 (sur un total de 4 844 000 CHF attendu pour 2022). À la même date, 201 000 CHF avaient été versés pour les années futures. L'état actualisé des contributions peut être consulté sur le site Web de Ramsar à l'adresse suivante :

<https://www.ramsar.org/fr/document/convention-on-wetlands-monthly-status-of-assessed-contributions>.

24. Lors de la 59e Réunion du Comité permanent SC59/2022, le Sous-groupe sur les finances s'est félicité de la diminution du montant des arriérés de contributions depuis 2020, reconnaissant que ce résultat était exceptionnel parmi les Conventions comparables, et il a complimenté le Secrétariat pour son action à cet égard (voir le paragraphe 1 du rapport du Sous-groupe sur les finances approuvé lors de la SC59/2022, document SC59/2022 Com.2 Rev.1[[6]](#footnote-6)).

**Annexe 1**

**Résumé́ des résultats du budget administratif 2019-2021 et du budget approuvé pour 2022**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget administratif de la période triennale 2019-2021  En milliers de CHF** | **Admin- istratif Chiffres réels  2019** | **Admin- istratif Chiffres réels  2020** | **Admin- istratif Chiffres réels  2021** | **Budget admin- istratif\***  **2022** | **Total Chiffres réels**  **2019-2022** | **Budgets approuvés par la COP13 et la ExCOP3  2019-2022** | **Variance – excédent / (déficit) 2019-2022** |
| **REVENU** |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties contractantes | 3,779 | 3,779 | 3,779 | 3,779 | 15,116 | 15,116 | 0 |
| Contributions volontaires | 1,066 | 1,065 | 1,065 | 1,065 | 4,261 | 4,260 | (1) |
| Impôt | 202 | 185 | 227 | 225 | 839 | 900 | 61 |
| Autre revenu (y compris revenu des intérêts) | 15 | 5 | 0 | 12 | 32 | 48 | 16 |
| **REVENU TOTAL** | **5,062** | **5,034** | **5,071** | **5,081** | **20,248** | **20,324** | **76** |
| **DÉPENSES** |  |  |  |  |  |  |  |
| A. Cadres supérieurs du Secrétariat et gouvernance | 888 | 900 | 957 | 1,035 | 3,780 | 4,105 | 325 |
| B. Mobilisation des ressources et sensibilisation | 380 | 474 | 540 | 639 | 2,033 | 2,495 | 462 |
| C. Appui et conseils aux régions | 1,170 | 1,056 | 1,086 | 1,247 | 4,559 | 5,280 | 721 |
| D. Appui aux Initiatives régionales | 82 | 70 | 140 | 100 | 392 | 400 | 8 |
| E. Sciences et politiques | 669 | 564 | 633 | 844 | 2,710 | 3,053 | 343 |
| G. Administration | 355 | 447 | 505 | 492 | 1,799 | 1,812 | 13 |
| H. Services au Comité permanent | 150 | 146 | 168 | 150 | 614 | 600 | (14) |
| I. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum) | 524 | 529 | 513 | 541 | 2,107 | 2,221 | 114 |
| J. Divers – Fonds de réserve | 282 | 176 | 109 | 229 | 796 | 555 | (241) |
| **DÉPENSES TOTALES** | **4,500** | **4,363** | **4,651** | **5,277** | **18,791** | **20,520** | **1,729** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **EXCÉDENT/ UTILISATION AUTORISÉE DE L’EXCÉDENT)1** | **562** | **671** | **420** | **(196)** | **1,457** |  |  |

\* Comme approuvé par la troisième Session extraordinaire de la Conférence des Parties contractantes (ExCOP3).

1 Le Comité permanent, lors de la reprise de sa 59e Réunion, (SC59/2022), a examiné l’excédent et a fait des suggestions sur son utilisation (voir SC59/2022 Com2.Rev.1, Tableau 3)

**Annexe 2[[7]](#footnote-7)**

**Budget propose pour 2023-2025**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget administrative Ramsar 2023-2025** | **Budget (approuvé pour 2022 lors de l’ExCOP3** | **Budget 2023** | **Budget 2024** | **Budget 2025** | **Budget total 2023-2025** |
| **En milliers de CHF** |  |  |  |  |  |
| **REVENUS** |  |  |  |  |  |
| Contributions des Parties contractantes | 3,779 | 3,778 | 3,778 | 3,778 | 11,334 |
| Contributions volontaires | 1,065 | 1,066 | 1,066 | 1,066 | 3,198 |
| Impôts | 225 | 225 | 225 | 225 | 675 |
| Revenus d’intérêts | 12 | 12 | 12 | 12 | 36 |
| **TOTAL DES REVENUS** | **5,081** | **5,081** | **5,081** | **5,081** | **15,243** |
| **DÉPENSES** |  |  |  |  |  |
| **A** **Cadres supérieurs du Secrétariat & Gouvernance** | **1,030** | **1,050** | **1,062** | **1,057** | **3,169** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations | 990 | 1,010 | 1,022 | 1,017 | 3,049 |
| Voyages | 40 | 40 | 40 | 40 | 120 |
| **B. Mobilisation des ressources et sensibilisation** | **594** | **508** | **508** | **508** | **1,524** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations | 438 | 352 | 352 | 352 | 1,056 |
| Programme de CESP | 30 | 30 | 30 | 30 | 90 |
| Communications, traductions, publications et rapports | 60 | 60 | 60 | 60 | 180 |
| Appui et développement du Web/TI | 56 | 56 | 56 | 56 | 168 |
| Voyages | 10 | 10 | 10 | 10 | 30 |
| **C. Appui et conseils aux régions** | **1,237** | **1,309** | **1,316** | **1,318** | **3,943** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations | 1,170 | 1,242 | 1,249 | 1,251 | 3,742 |
| Voyages | 67 | 67 | 67 | 67 | 201 |
| **D. Appui aux Initiatives régionales** | **100** | **100** | **100** | **100** | **300** |
| Réseaux et centres régionaux | 100 | 100 | 100 | 100 | 300 |
| **E. Sciences et Politiques** | **839** | **840** | **817** | **820** | **2,477** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations | 651 | 652 | 649 | 652 | 1,953 |
| Mise en oeuvre du programme du GEST | 35 | 35 | 35 | 35 | 105 |
| Déplacements du Président du GEST | 5 | 5 | 5 | 5 | 15 |
| Réunions du GEST | 50 | 50 | 50 | 50 | 150 |
| Service d’information sur les Sites Ramsar (entretien et développement) | 80 | 80 | 60 | 60 | 200 |
| Voyages | 18 | 18 | 18 | 18 | 54 |
| **G. Administration** | **481** | **474** | **478** | **478** | **1,430** |
| Salaires, charges sociales et autres prestations | 337 | 331 | 331 | 331 | 993 |
| Recrutement et indemnités de départ | 49 | 48 | 52 | 52 | 152 |
| Équipements/Fournitures de bureau | 95 | 95 | 95 | 95 | 285 |
| Planification/renforcement des capacités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| **H. Services au Comité permanent** | **150** | **150** | **150** | **150** | **450** |
| Appui aux délégués du Comité permanent | 45 | 45 | 45 | 45 | 135 |
| Réunions du Comité permanent | 10 | 10 | 10 | 10 | 30 |
| Services de traduction pour le Comité permanent | 60 | 60 | 60 | 60 | 180 |
| Services d’interprétation simultanée lors des réunions du Comité permanent | 35 | 35 | 35 | 35 | 105 |
| **I. Coûts des services administratifs de l’UICN (maximum)** | **541** | **541** | **541** | **541** | **1,623** |
| Administration, ressources humaines, services financiers & informatiques | 541 | 541 | 541 | 541 | 1,623 |
| **J. Divers – Fonds de réserve** | **109** | **109** | **109** | **109** | **327** |
| Provisions pour le personnel | 20 | 20 | 20 | 20 | 60 |
| Provisions pour contributions impayées | 30 | 30 | 30 | 30 | 90 |
| Services juridiques | 59 | 59 | 59 | 59 | 177 |
| **MONTANT TOTAL DES DÉPENSES** | **5,081** | **5,081** | **5,081** | **5,081** | **15,243** |
|  |  |  |  |  |  |
| **MONTANT TOTAL DES SALAIRES ET DES COÛTS QUI LEUR SONT ASSOCIÉS** | **3,586** | **3,586** | **3,603** | **3,603** | **10,792** |
| % du total des salaires et des coûts qui leur sont associés dans le budget total | 71% | 71% | 71% | 71% | 71% |
| **MONTANT TOTAL DES FRAIS DE VOYAGES** | **135** | **135** | **135** | **135** | **405** |
| % du total des frais de voyage dans le budget | 3% | 3% | 3% | 3% | 3% |

**Annexe 3**

**État des contributions facturées au 31 décembre 2021 (en CHF)**

| Pays | État au 1er janvier 2021 | | | Reçu en 2021 | | | État au 31 décembre 2021 | | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Non reçu pour les années précédentes | Prévu pour 2021 | Payé pour les années à venir | Pour les années précédentes | Pour 2021 | Pour les années futures | Non reçu pour les années précédentes | Non reçu pour 2021 | Reçu pour les années futires |
| Afrique du Sud | 13,313 | 13,313 | - | 13,313 | - | - | - | 13,313 | - |
| Albanie | 67 | 1,000 | - | 67 | 1,000 | - | - | - | - |
| Algérie | - | 6,755 | - | - | 6,755 | - | - | - | - |
| Allemagne | - | 298,081 | - | - | 298,081 | - | - | - | - |
| Andorre | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Antigua-et- Barbuda | 13,000 | 1,000 | - | - | - | - | 13,000 | 1,000 | - |
| Argentine | 89,584 | 44,786 | - | 44,798 | - | - | 44,786 | 44,786 | - |
| Arménie | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Australie | - | 108,171 | 108,171 | - | - | 108,071 | - | - | 108,071 |
| Autriche | - | 33,136 | - | - | 33,136 | - | - | - | - |
| Azerbaïdjan | - | 2,398 | - | - | 2,398 | - | - | - | - |
| Bahamas | 2,058 | 1,000 | - | 2,058 | - | - | - | 1,000 | - |
| Bahreïn | 2,447 | 2,447 | - | 2,447 | 2,247 | - | - | 200 | - |
| Bangladesh | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Barbade | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Bélarus | - | 2,398 | - | - | 2,398 | - | - | - | - |
| Belgique | - | 40,185 | - | - | 40,185 | - | - | - | - |
| Belize | 9,000 | 1,000 | - | - | - | - | 9,000 | 1,000 | - |
| Bénin | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Bhoutan | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Bolivie (État plurinational de) | 3,000 | 1,000 | - | 2,000 | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Bosnie-Herzégovine | - | 1,000 | - | - | - | - | - | 1,000 | - |
| Botswana | 4,000 | 1,000 | - | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Brésil | 288,625 | 144,293 | - | 288,625 | - | - | - | 144,293 | - |
| Bulgarie | - | 2,252 | - | - | 2,252 | - | - | - | - |
| Burkina Faso | 2,824 | 1,000 | - | - | - | - | 2,824 | 1,000 | - |
| Burundi | 6,151 | 1,000 | - | - | - | - | 6,151 | 1,000 | - |
| Cabo Verde | 15,000 | 1,000 | - | - | - | - | 15,000 | 1,000 | - |
| Cambodge | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Cameroun | 9,247 | 1,000 | - | - | - | - | 9,247 | 1,000 | - |
| Canada | - | 133,818 | 155,442 | - | - | 134,845 | - | - | 156,469 |
| Chili | 33,783 | 19,921 | - | 15,825 | - | - | 17,959 | 19,921 | - |
| Chine | - | 587,595 | - | - | 587,595 | - | - | - | - |
| Chypres | - | 1,762 | - | - | 1,762 | - | - | - | - |
| Colombie | 43,941 | 14,096 | - | 42,691 | - | - | 1,250 | 14,096 | - |
| Comores | 8,000 | 1,000 | - | - | - | - | 8,000 | 1,000 | - |
| Congo | 7,000 | 1,000 | - | - | - | - | 7,000 | 1,000 | - |
| Costa Rica | 2,313 | 3,035 | - | - | - | - | 2,313 | 3,035 | - |
| Côte d'Ivoire | 2,844 | 1,000 | - | 2,844 | 1,000 | 2,740 | - | - | 2,740 |
| Croatie | - | 3,769 | - | - | 3,769 | - | - | - | - |
| Cuba | 24,336 | 3,916 | - | - | - | - | 24,336 | 3,916 | - |
| Danemark | - | 27,116 | - | - | 27,116 | - | - | - | - |
| Djibouti | 18,000 | 1,000 | - | - | - | - | 18,000 | 1,000 | - |
| Égypte | - | 9,104 | - | - | 9,104 | - | - | - | - |
| El Salvador | 1,036 | 1,000 | - | 1,036 | 1 |  | - | 999 | - |
| Émirats arabes unis | - | 30,151 | - | - | 30,151 | - | - | - | - |
| Équateur | 12,017 | 3,916 | - | - | - | - | 12,017 | 3,916 | - |
| Espagne | 105,038 | 105,038 | - | 105,038 | 105,038 | - | - | - | - |
| Estonie | - | 1,909 | - | - | 1,909 | - | - | - | - |
| Eswatini | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | - | 1,000 | - |
| États-Unis d’Amérique | - | 1,065,801 | - | - | 1,056,519 | - | - | 9,282 | - |
| Fédération de Russie | - | 117,715 | - | - | 117,715 | - | - | - | - |
| Fidji | - | 1,000 | - | - | - | - | - | 1,000 | - |
| Finlande | - | 20,606 | - | - | 20,606 | - | - | - | - |
| France | - | 216,684 | 216,684 | - | - | 216,684 | - | - | 216,684 |
| Gabon | 2,236 | 1,000 | - | - | - | - | 2,236 | 1,000 | - |
| Gambie | 9,261 | 1,000 | - | - | - | - | 9,261 | 1,000 | - |
| Georgie | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Ghana | 3,979 | 1,000 | - | 3,979 | 13 | - | - | 987 | - |
| Grèce | - | 17,914 | - | - | 17,914 | - | - | - | - |
| Grenade | 8,000 | 1,000 | - | - | - | - | 8,000 | 1,000 | - |
| Guatemala | 1,762 | 1,762 | - | - | - | - | 1,762 | 1,762 | - |
| Guinée | 7,000 | 1,000 | - | - | - | - | 7,000 | 1,000 | - |
| Guinée équatoriale | 7,000 | 1,000 | - | - | - | - | 7,000 | 1,000 | - |
| Guinée-Bissau | 13,110 | 1,000 | - | - | - | - | 13,110 | 1,000 | - |
| Honduras | 1,997 | 1,000 | - | - | - | - | 1,997 | 1,000 | - |
| Hongrie | - | 10,083 | - | - | 10,083 | - | - | - | - |
| Îles Marshall | 5,161 | 1,000 | - | - | - | - | 5,161 | 1,000 | - |
| Inde | - | 40,821 | - | - | 40,821 | - | - | - | - |
| Indonésie | 26,578 | 26,578 | - | 26,578 | - | - | - | 26,578 | - |
| Iran (République islamique de) | 56,126 | 19,480 | - | 19,785 | - | - | 36,342 | 19,480 | - |
| Iraq | 18,938 | 6,314 | - | - | - | - | 18,938 | 6,314 | - |
| Irlande | - | 18,159 | 2,220 | - | 15,939 | - | - | - | - |
| Islande | - | 1,370 | - | - | 1,370 | - | - | - | - |
| Israël | 23,984 | 23,984 | - | - | - | - | 23,984 | 23,984 | - |
| Italie | - | 161,864 | - | - | 161,864 | - | - | - | - |
| Jamaïque | - | 1,000 | 35 | - | 965 | 35 | - | - | 35 |
| Japon | - | 419,173 | - | - | 419,173 | - | - | - | - |
| Jordanie | 1,000 | 1,028 | - | 1,000 | - | - | - | 1,028 | - |
| Kazakhstan | - | 8,712 | - | - | 8,712 | - | - | - | - |
| Kenya | 1,175 | 1,175 | - | 1,175 | 1,175 | - | - | - | - |
| Kirghizistan | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Kiribati | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Koweït | 24,672 | 12,334 | - | 12,334 | - | - | 12,338 | 12,334 | - |
| Lesotho | 4,000 | 1,000 | - | 4,000 | 1,000 | 2,205 | - | - | 2,205 |
| Lettonie | - | 2,300 | - | - | 2,300 | - | - | - | - |
| Liban | 9,705 | 2,300 | - | - | - | - | 9,705 | 2,300 | - |
| Libéria | 15,110 | 1,000 | - | - | - | - | 15,110 | 1,000 | - |
| Libye | 55,683 | 1,468 | - | - | - | - | 55,683 | 1,468 | - |
| Liechtenstein | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Lituanie | - | 3,475 | - | - | 3,475 | - | - | - | - |
| Luxembourg | - | 3,279 | - | - | 3,279 | - | - | - | - |
| Macédoine du Nord | 9,000 | 1,000 | - | - | - | - | 9,000 | 1,000 | - |
| Madagascar | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Malaisie | - | 16,691 | - | - | 16,691 | - | - | - | - |
| Malawi | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - | 4,000 | 1,000 | - |
| Mali | - | 1,000 | 4,055 | - | 1,005 | - | - | - | 4,060 |
| Malte | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Maroc | 5,385 | 2,692 | - | 5,385 | - | - | - | 2,692 | - |
| Maurice | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Mauritanie | - | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | - | - |
| Mexique | - | 63,238 | - | - | 63,238 | - | - | - | - |
| Monaco | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Mongolie | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Monténégro | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Mozambique | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - | 4,000 | 1,000 | - |
| Myanmar | 70 | 1,000 | - | 70 | 1,000 | - | - | - | - |
| Namibie | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | - | 1,000 | - |
| Népal | 5,000 | 1,000 | - | 5,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Nicaragua | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - | 4,000 | 1,000 | - |
| Niger | 13,192 | 1,000 | - | - | - | - | 13,192 | 1,000 | - |
| Nigéria | 95,917 | 12,236 | - | - | - | - | 95,917 | 12,236 | - |
| Norvège | - | 36,905 | - | - | 36,905 | - | - | - | - |
| Nouvelle-Zélande | - | 14,243 | - | - | 14,243 | - | - | - | - |
| Oman | 21,762 | 5,629 | - | 21,762 | 651 | - | - | 4,978 | - |
| Ouganda | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Ouzbékistan | 16,188 | 1,566 | - | 2,691 | - | - | 13,497 | 1,566 | - |
| Pakistan | 7,366 | 5,629 | - | 3,551 | - | - | 3,815 | 5,629 | - |
| Palaos | 16,998 | 1,000 | - | 1,011 | - | - | 15,987 | 1,000 | - |
| Panama | - | 2,203 | 114 | - | - | - | - | 2,089 | - |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - | 4,000 | 1,000 | - |
| Paraguay | 1,217 | 1,000 | - | 1,217 | 1,000 | - | - | - | - |
| Pays-Bas | - | 66,371 | - | - | 66,371 | - | - | - | - |
| Pérou | 6,630 | 7,440 | - | - | - | - | 6,630 | 7,440 | - |
| Philippines | - | 10,034 | - | - | 10,034 | - | - | - | - |
| Pologne | - | 39,255 | - | - | 39,255 | - | - | - | - |
| Portugal | - | 17,131 | - | - | - | - | - | 17,131 | - |
| République arabe syrienne | 4,348 | 1,000 | - | - | - | - | 4,348 | 1,000 | - |
| République centrafricaine | 2,605 | 1,000 | - | - | - | - | 2,605 | 1,000 | - |
| République de Corée | - | 110,960 | - | - | 110,960 | - | - | - | - |
| République de Moldova | - | 1,000 | - | - | - | - | - | 1,000 | - |
| République démocratique du Congo | 21,846 | 1,000 | - | - | - | - | 21,846 | 1,000 | - |
| République démocratique populaire de Corée | 2,583 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | 1,583 | 1,000 | - |
| République démocratique Populaire lao | 1,000 | 1,000 | - | - | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| République dominicaine | 8,598 | 2,594 | - | 2,408 | - | - | 6,191 | 2,594 | - |
| République-Unie de Tanzanie | 11,000 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | 10,000 | 1,000 | - |
| Roumanie | - | 9,691 | - | - | - | - | - | 9,691 | - |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord | - | 223,536 | 61 | - | 223,475 | 223,476 | - | - | 223,476 |
| Rwanda | - | 1,000 | - | - | - | - | - | 1,000 | - |
| Sainte-Lucie | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Samoa | 2,000 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | 1,000 | 1,000 | - |
| Sao Tomé-et- Principe | 14,000 | 1,000 | - | - | - | - | 14,000 | 1,000 | - |
| Sénégal | 3,000 | 1,000 | - | - | - | - | 3,000 | 1,000 | - |
| Serbie | - | 1,370 | - | - | 1,370 | - | - | - | - |
| Seychelles | 2,000 | 1,000 | - | 2,000 | 1,000 | - | - | - | - |
| Sierra Leone | 4,377 | 1,000 | - | - | - | - | 4,377 | 1,000 | - |
| Slovaquie | - | 7,489 | - | - | 7,489 | - | - | - | - |
| Slovénie | - | 3,720 | - | - | 3,720 | - | - | - | - |
| Soudan | 15,000 | 1,000 | - | - | - | - | 15,000 | 1,000 | - |
| Soudan du Sud | 7,000 | 1,000 | - | - | - | - | 7,000 | 1,000 | - |
| Sri Lanka | 2,154 | 2,154 | - | - | - | - | 2,154 | 2,154 | - |
| Suède | - | 44,345 | - | - | 44,345 | - | - | - | - |
| Suisse | - | 56,337 | - | - | 56,337 | - | - | - | - |
| Suriname | 6,000 | 1,000 | - | - | - | - | 6,000 | 1,000 | - |
| Tadjikistan | 1,000 | 1,000 | - | 1,000 | - | - | - | 1,000 | - |
| Tchad | 155 | 1,000 | - | - | - | - | 155 | 1,000 | - |
| Tchéquie | - | 15,222 | 15,222 | - | - | 15,218 | - | - | 15,218 |
| Thaïlande | - | 15,026 | - | - | 15,026 | - | - | - | - |
| Togo | - | 1,000 | - | - | 1,000 | - | - | - | - |
| Trinité-et-Tobago | 4,986 | 1,958 | - | 4,986 | - | - | - | 1,958 | - |
| Tunisie | 2,742 | 1,224 | - | 2,742 | 1,224 | 1,224 | - | - | 1,224 |
| Turkménistan | 10,044 | 1,615 | - | - | - | - | 10,044 | 1,615 | - |
| Türkiye | - | 67,105 | - | - | 67,105 | - | - | - | - |
| Ukraine | 2,790 | 2,790 | - | - | - | - | 2,790 | 2,790 | - |
| Uruguay | 4,258 | 4,258 | - | 4,258 | 4,258 | - | - | - | - |
| Vanuatu | - | 1,000 | 46 | - | 954 | 99 | - | - | 99 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 276,737 | 35,633 | - | - | - | - | 276,737 | 35,633 | - |
| Viet Nam | - | 3,769 | - | - | 930 | - | - | 2,839 | - |
| Yémen | 13,000 | 1,000 | - | - | - | - | 13,000 | 1,000 | - |
| Zambie | 4,000 | 1,000 | - | - | - | - | 4,000 | 1,000 | - |
| Zimbabwe | 8,000 | 1,000 | - | - | - | - | 8,000 | 1,000 | - |
| Total | **1,674,049** | **4,844,799** | **503,050** | **660,673** | **3,844,406** | **704,597** | **1,013,376** | **523,028** | **730,281** |

Source : SC59/2022-8.2 Annexe 1

1. Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/cop14-doc181-projet-de-resolution-sur-les-questions-financieres-et-budgetaires>. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/sc592022-doc82-questions-financieres-et-budgetaires-etat-des-contributions-annuelles>. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/sc592022-com2-rev1-rapport-du-sous-groupe-sur-les-finances-23-mai-2022>. [↑](#footnote-ref-3)
4. Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/sc592022-doc83-scenarios-budgetaires-pour-2023-2025-et-projet-de-resolution-sur-les>. [↑](#footnote-ref-4)
5. <https://www.ramsar.org/fr/document/resolution-xiii2-questions-financieres-et-budgetaires>. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/sc592022-com2-rev1-rapport-du-sous-groupe-sur-les-finances-23-mai-2022>. [↑](#footnote-ref-6)
7. Le Secrétariat note que le scénario budgétaire présenté comprend des détails et des informations de référence issus des discussions et des décisions du Sous-groupe sur les finances et de la SC59/2022 pour aider les Parties contractantes à prendre une décision relative au budget final à adopter. La résolution finale est cohérente avec celles des années précédentes et ne comprend que les totaux des principales catégories. [↑](#footnote-ref-7)